Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG
Rapport de l'Exercice 1973/74
Geschäftsbericht 1973/74 Annual Report for 1973/74

Avec les compliments de la
Mit den besten Empfehlungen
With the Compliments of

**Compagnie Financière
de la Deutsche Bank AG**

Luxembourg · Boîte Postale 1813
Téléphone 497851 · Télex 748

Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG

Société Anonyme

Rapport de l'Exercice 1973/74
Geschäftsbericht für das Jahr 1973/74
Report for the Year 1973/74

Siège social: 68, Avenue de la Liberté, Luxembourg
Registre de Commerce Luxembourg No B 9164
Boîte Postale: 1813 · Téléphone: 49 78 51
Télex: 2748 · Câble: deutschbanklux

Table des matières
Inhaltsverzeichnis
Contents

	Page
Rapport du Conseil d'Administration	7
Rapport du Commissaire	9
Bilan	10
Compte de Profits et Pertes	12

	Seite
Bericht des Verwaltungsrates	13
Bericht des Prüfungskommissars	15
Bilanz	16
Gewinn- und Verlustrechnung	18

	Page
Report of the Board of Directors	19
Auditor's Report	21
Balance Sheet	22
Profit and Loss Account	24

Membres du Conseil d'Administration

Franz Heinrich Ulrich
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Président

Dr. Robert Ehret
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Vice-Président

Dr. Jean Louis Schrader
Consul
Administrateur

Hans-Otto Thierbach
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Administrateur

Dr. Ekkehard Storck
Administrateur-Directeur Général

Commissaire de Surveillance

Dr. Klaus Mertin
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG

Direction

Dr. Ekkehard Storck
Directeur Général

Dr. Christian Baltzer
Directeur Adjoint

Kurt Geyer
Sous-Directeur

Wolfgang Ströher
Sous-Directeur

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 février 1975 sur l'exercice 1973/74

Aperçu général

Durant l'année écoulée, l'activité sur les marchés financiers internationaux a été caractérisée tant par des taux d'inflation élevés et différenciés que par une incertitude générale quant à l'évolution future de l'inflation et des marchés des changes. Les énormes déviations des courants internationaux des revenus et des paiements à la suite du relèvement brutal des prix du pétrole ainsi que les déséquilibres des balances des paiements en résultant ont constitué les principales hypothèques.

Vers le début de l'été, le marché des euro-devises et des euro-crédits a subi une crise de confiance. Après une période de nette surenchère et de concurrence excessive, sont apparus les dangers et les risques de ce marché. Impressionés par les importantes pertes qui se sont produites chez divers établissements de crédit en raison d'engagements spéculatifs sur le marché des changes et par l'effondrement de plusieurs banques à activités internationales, les investisseurs n'ont plus confié leurs capitaux qu'à un nombre restreint de banques internationales. Le volume des affaires traitées sur le marché monétaire s'en est trouvé comprimé et des établissements de taille petite et moyenne ont dû faire face à des difficultés de refinancement. Alors que, durant les premiers mois de l'année les banques actives sur l'euromarché avaient joué un rôle déterminant d'intermédiaire pour canaliser le recyclage des recettes pétrolières et mis d'importants crédits à la disposition du financement de déficits des balances des paiements, il a été reconnu par la suite qu'à l'avenir, de telles tâches ne pourraient plus être assumées par le marché. Etant donné le volume et la durée des crédits nécessaires, et notamment du fait du degré d'endettement de plusieurs pays déficitaires, il faudra que des institutions officielles internationales, comme le Fonds Monétaire International, interviennent à l'avenir davantage dans ce domaine.

L'amélioration progressive du climat observée depuis plusieurs mois sur l'euromarché a reçu des impulsions décisives de la part des banques centrales du Club des Dix et de la Suisse, lorsque ces dernières se sont déclarées prêtes, début septembre 1974, à accorder, en cas de besoin et pour une période limitée, un soutien de liquidités aux banques de l'euromarché. De plus, diverses mesures nationales, prises notamment à Luxembourg et à Londres, ont contribué à rétablir la confiance.

Dans les opérations portant sur les euro-crédits à moyen terme, la forte expansion observée l'année précédente s'est tout d'abord poursuivie. Au cours du 1er semestre de 1974, de nouveaux crédits à moyen terme ont été consentis pour près de 20 milliards de dollars. Durant le second semestre de 1974, les accords portant sur les crédits n'ont plus totalisé que 8 milliards de dollars environ. Ces derniers temps, on observe une tendance positive, à savoir un recul des durées (5 à 7 ans) et un retour à des marges d'intérêt adaptées aux risques; précédemment les durées de crédits s'étaient souvent étendues à plus de dix ans, et les marges s'étaient trouvées fortement comprimées en raison de la concurrence ardue. Enfin, depuis quelque temps, des critères plus sévères sont appliqués pour apprécier les risques de solvabilité et risques de change.

Durant la période considérée, les taux d'intérêt ont tout d'abord connu un essor considérable, tant sur l'euromarché que sur les marchés nationaux, en raison de l'inflation observée à l'échelle mondiale. C'est ainsi que le taux pour les dollars à trois mois, par exemple, est passé temporairement à près de 13% l'an. A partir de l'automne 1974, on a toutefois observé un net renversement de la tendance pour plusieurs monnaies importantes de l'euro-marché. Sous ce rapport, diverses mesures nationales tendant à desserrer le crédit, telles que plusieurs abaissements du prime rate et du taux d'escompte, ont aussi joué un rôle déterminant. Le taux d'intérêt pour les deutschemarks à trois mois, par exemple, s'est réduit de près de 2% au cours du second semestre de 1974, s'établissant à 8¼%. Cette régression des intérêts se poursuivra probablement.

Comme l'année précédente, les opérations sur les euro-obligations ont encore sensiblement régressé en 1974. Ce sont seulement les dernières semaines de l'année qui ont de nouveau connu une reprise des émissions sous l'influence des taux d'intérêt en baisse. Les récents emprunts font toutefois l'objet de courtes durées ou de clauses particulières de remboursement. Le volume global des émissions d'emprunts internationaux (sans les private placements) était de 1,5 milliard de dollars en 1974, ce qui correspond à un recul de plus de 50% par rapport au résultat de l'année précédente. Les émissions libellées en dollars ont dû être lancées à des taux nominaux allant de 8⅜ à 11% et les obligations en DM à des taux se situant entre 9¼% et 10%.

Etant donné les progrès accomplis jusqu'à présent en matière de consolidation, on peut à nouveau présumer de manière plus optimiste l'évolution future des marchés financiers internationaux. S'il se limite à ses objec-

tifs initiaux, c'est-à-dire au financement d'opérations commerciales, le marché des euro-crédits pourra répondre aux exigences imparties. Or, il sera décisif de savoir dans quelle mesure les investisseurs, notamment les pays de l'OPEP, seront prêts à mettre sur le marché des capitaux suffisants en volume mais aussi pour des durées plus longues.

Développement des activités de notre banque

Bien que les conditions du marché se soient détériorées d'une façon générale, le volume des affaires a de nouveau fortement augmenté durant l'exercice 1973/74. Le total du bilan a progressé de 39,3%, passant à 86,1 milliards de francs luxembourgeois (5,8 milliards de DM). Durant la période considérée, l'activité de notre établissement a encore porté principalement sur les opérations du marché monétaire dénouées avec les banques ainsi que sur les opérations de crédit international.

En ce qui concerne les premières, le volume des affaires n'a plus augmenté après la progression vigoureuse de l'année précédente. Ce sont donc surtout les opérations de crédit qui ont enregistré une expansion. Notre banque a de plus en plus prêté son concours dans la direction de crédits consortiaux internationaux, consolidant ainsi sa position sur l'euromarché. Sous ce rapport, il y a lieu de signaler l'accroissement des crédits octroyés à des organismes publics à l'étranger.

Nous avons suivi, comme par le passé, une politique d'affaires prudente et avisée, de sorte que des risques concrets ne sont pas prévisibles. Les conditions requises pour l'octroi de tels crédits sont la parfaite solvabilité de l'emprunteur, des conditions conformes au marché en ce qui concerne marge et durée ainsi que la garantie contre les risques particuliers de l'euromarché au moyen de clauses de contrat appropriées.

Nous avons continué à porter une attention particulière au refinancement de nos opérations d'actif en conformité avec les délais fixés et avons limité à un montant maximum le volume de nos engagements roll-over.

Durant l'exercice écoulé, le volume global des crédits s'est accru de 25,1 milliards de Flux (1,7 milliard de DM) pour passer à 52,4 milliards de Flux (3,5 milliards de DM), ce qui correspond à une augmentation de 91,6%. Les crédits à court terme et à moyen terme ainsi que les prêts à long terme ont connu des taux de progression presque semblables. Les crédits accordés aux banques ont augmenté de 89,4%. La décomposition des crédits ressort du tableau de la page suivante.

Comme par le passé, les sources principales de refinancement ont été constituées par les dépôts des établissements de crédit y compris ceux des Banques Centrales étrangères. Il faut signaler la bonne évolution des dépôts de la clientèle, qui ont progressé de 177%. Sous ce rapport, rappelons que le Directoire de la Deutsche Bank AG à Francfort a précisé, lors d'une conférence de presse en septembre 1974, que notre maison-mère se déclarait entièrement responsable de notre banque.

Les postes «divers» à l'actif et au passif représentent des positions concernant essentiellement des intérêts à recevoir et des intérêts dûs à la date du bilan.

Les «provisions» apparaissent au bilan, après les affectations à ce poste, pour un montant de 353 millions de Flux (24 millions de DM). Pour les risques non prévisibles, nous avons constitué la provision obligatoire pour amortissements forfaitaires. Comme par le passé, le portefeuille-titres a été évalué en appliquant le principe de la plus faible valeur.

Par suite de la période d'intérêts élevés enregistrée durant l'exercice, notre compte de profits et pertes s'est fortement gonflé. Notre banque n'a pas effectué d'opérations de change et d'arbitrage sur des monnaies incertaines. Le compte de profits et pertes ne contient donc ni bénéfices ni pertes provenant de telles opérations.

L'expansion continue de nos affaires nous a amenés, en novembre 1973, à augmenter notre capital social de 300 millions de Flux (20 millions de DM), celui-ci passant à 900 millions de Flux (60 millions de DM). Afin de renforcer les fonds propres, il est prévu d'affecter aux réserves 342 millions de Flux (23 millions de DM) prélevés sur le bénéfice. Après cette affectation, nos fonds propres s'élèveront à 1.479 millions de Flux (100 millions de DM environ).

Grâce à leurs efforts inlassables, nos collaborateurs ont contribué à la réalisation du résultat de l'exercice. Nous tenons à leur exprimer ici nos sincères remerciements.

Nous proposons à l'Assemblée Générale d'approuver le bilan ainsi que le compte de profits et pertes au 30-9-1974 et de prendre les décisions suivantes concernant la répartition du bénéfice:

Affectation à la réserve légale	18.000.000 Flux.
Affectation aux réserves libres	324.000.000 Flux.
Conseil d'Administration et Commissaire	1.875.000 Flux.
Report à nouveau	569.932 Flux.
	344.444.932 Flux.

Volume des crédits	30-9-1974 en millions de Flux. (de DM)	30-9-1973 en millions de Flux. (de DM)	Variations
Débiteurs divers / Etablissements financiers non bancaires	41.316 (2.778)	21.099 (1.419)	+95,8%
Portefeuille-effets	262 (18)	529 (35)	./. 50,4%
Crédits aux banques	10.836 (728)	5.722 (385)	+89,4%
Volume des crédits au total	52.414 (3.524)	27.350 (1.839)	+91,6%

Luxembourg, le 13 janvier 1975

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport du Commissaire à l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 février 1975

Au cours de l'exercice écoulé, j'ai usé de mon droit de contrôler et de vérifier l'activité globale de la Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG et, conformément à l'article 25 des statuts de la société, j'ai examiné les comptes de fin d'exercice au 30-9-1974 présentés par le Conseil d'Administration.

L'examen des comptes de fin d'exercice m'a amené à constater que ceux-ci sont en conformité avec les écritures comptables de la société et les dispositions légales.

En conséquence, je vous propose d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 30-9-1974 tels qu'ils vous ont été présentés.

Luxembourg, le 30 janvier 1975

LE COMMISSAIRE

Actif

	Francs	Francs	30–9–1973 en 1000 LF
Disponible et réalisable			
Disponibilités:			
caisse	122.830		77
avoirs en banque à vue*)	13.504.260.607		11.691.185
		13.504.383.437	11.691.262
Avoirs en banque à terme		27.767.990.131	25.704.870
Etablissements financiers non bancaires		2.648.568.663	—
Portefeuille-effets		262.042.280	528.734
Débiteurs divers:			
gagés	19.364.246.622		11.395.498
non gagés	19.302.811.181		9.703.234
		38.667.057.803	21.098.732
Portefeuille-titres:			
fonds publics étrangers	411.202.149		704.024
autres valeurs à revenu fixe	701.628.642		1.094.730
		1.112.830.791	1.798.754
Divers		1.618.795.552	766.561
Comptes fiduciaires		462.412.744	203.873
Immobilisé			
Participations		5.931.173	1.498
Matériel, mobilier et autres valeurs immobilisées		2.431.824	2.019
		86.052.444.398	61.796.303

*) y compris échéances jusqu'à 1 mois

Bilan au 30 Septembre 1974

Passif

	Francs	Francs	30–9–1973 en 1000 LF
Exigible			
Engagements envers les banques à vue*)		32.345.831.009	16.864.267
Engagements envers les banques à terme		38.929.865.640	38.160.179
Etablissements financiers non bancaires		339.702.125	974.856
Dépôts et comptes courants:			
à vue*)	2.126.039.050		314.855
à terme	8.145.929.020		3.393.077
		10.271.968.070	3.707.932
Créanciers divers		1.595.039	1.629
Montants à libérer sur titres et participations		3.522.104	—
Divers		1.862.761.167	888.533
Comptes fiduciaires		462.412.744	203.873
Non exigible			
Capital souscrit et libéré	900.000.000		600.000
Réserve légale	13.000.000		6.000
Réserves libres	224.000.000		103.000
		1.137.000.000	709.000
Provisions		353.341.568	157.998
Comptes de résultats			
Bénéfice reporté	35.686		758
Bénéfice de l'exercice	344.409.246		127.278
		344.444.932	128.036
		86.052.444.398	61.796.303

Comptes d'ordre		
Actifs de la banque donnés en garantie	302.500	302
Crédits irrévocables	15.529.832.470	6.239.611
Cautions pour compte de tiers	152.161.173	—

Compte de Profits et Pertes

	Francs	Francs	30–9–1973 en 1000 LF
Débit			
Intérêts et commissions		6.383.131.854	1.973.399
Frais généraux:			
personnel et organes	21.623.961		14.335
impôts, taxes et redevances	311.825.970		111.328
frais d'exploitation	9.416.025		6.501
		342.865.956	132.164
Provisions		195.343.470	185.077
Amortissements		914.517	690
Divers		261.234.120	503.318
Bénéfice net		344.409.246	127.278
		7.527.899.163	2.921.926
Crédit			
Intérêts et commissions		6.988.719.433	2.590.410
Revenus divers		539.179.730	296.895
Virements des comptes de provisions		—	34.621
		7.527.899.163	2.921.926

Bericht des Verwaltungsrates an die Ordentliche Generalversammlung vom 5. Februar 1975 über das Geschäftsjahr 1973/74

Allgemeines

Das Geschehen an den internationalen Finanzmärkten stand im abgelaufenen Jahr im Zeichen hoher und unterschiedlicher Inflationsraten sowie verbreiteter Unsicherheit über die weitere Geldwert- und Währungsentwicklung. Belastend wirkten vor allem die gewaltige Verschiebung der internationalen Einkommens- und Zahlungsströme infolge der drastischen Ölpreiserhöhungen und die daraus resultierenden Ungleichgewichte der Zahlungsbilanzen.

Gegen die Jahresmitte geriet der Eurogeld- und -kreditmarkt in eine Vertrauenskrise. Nach einer Periode nachhaltiger Überforderung und übermäßigen Wettbewerbs traten die Gefahren und Risiken des Marktes zutage. Unter dem Eindruck umfangreicher Verluste von Kreditinstituten aus Devisenspekulationen sowie von Zusammenbrüchen einiger auch international tätiger Banken vertrauten die Anleger ihre Mittel nur noch einem begrenzten Kreis internationaler Banken an. Das Volumen des Geldhandels schrumpfte. Mittlere und kleinere Institute hatten Refinanzierungsschwierigkeiten zu begegnen. Nachdem die am Euromarkt tätigen Banken in den ersten Monaten des Jahres die entscheidende Durchleitungsfunktion beim Recycling der Ölgelder gespielt und hohe Kredite zur Finanzierung von Zahlungsbilanzdefiziten bereitgestellt hatten, wurde deutlich, daß derartige Aufgaben künftig nicht mehr vom Markt übernommen werden können. Angesichts des Umfangs und der Laufzeit der benötigten Mittel sowie vor allem des Verschuldungsgrades einiger Defizitländer werden sich künftig offizielle internationale Institutionen, wie der Internationale Währungsfonds, verstärkt einschalten müssen.

Die seit einigen Monaten zu beobachtende allmähliche Besserung des Klimas am Euromarkt erhielt von den Zentralbanken der Zehner-Gruppe und der Schweiz entscheidende Impulse, als diese sich Anfang September 1974 bereit erklärten, den Banken des Eurogeschäftes notfalls zeitlich begrenzte Liquiditätshilfe zu gewähren. Auch verschiedene nationale Maßnahmen und Vorkehrungen, vor allem in Luxemburg und London, haben zur Wiederherstellung des Vertrauens beigetragen.

Im mittelfristigen Eurokreditgeschäft setzte sich die starke Expansion des Vorjahres zunächst fort. Im 1. Halbjahr 1974 wurden neue mittelfristige Kredite in Höhe von knapp $ 20 Mrd. zugesagt, in der 2. Jahreshälfte dagegen nur noch rund $ 8 Mrd. In letzter Zeit ergab sich ein erfreulicher Trend zu kürzeren Laufzeiten (5–7 Jahre) und dem Risiko angepaßten Zinsspannen; früher hatten dagegen die Kreditfristen häufig mehr als zehn Jahre betragen, und die Margen waren infolge intensiven Wettbewerbs stark gedrückt. Schließlich werden neuerdings auch wieder strengere Maßstäbe bei Beurteilung der Bonitätsrisiken und der Währungsrisiken angelegt.

Die Zinssätze am Euromarkt stiegen wie an den Inlandsmärkten im Berichtszeitraum angesichts der weltweiten Inflation zunächst stark an. So erreichte z. B. der Satz für 3-Monats-Dollar kurzfristig fast 13% p. a. Seit dem Herbst 1974 wendete sich dann bei einigen der bedeutenden Eurowährungen der Trend deutlich, wobei nationale kreditpolitische Lockerungsmaßnahmen wie mehrere Prime-Rate- und Diskontsatzsenkungen mitentscheidend waren. Der DM-Zinssatz für 3-Monats-Gelder z. B. ermäßigte sich in der 2. Jahreshälfte um rund 2 Prozentpunkte auf 8¼%. Voraussichtlich wird sich der Zinsrückgang fortsetzen.

Wie schon im Vorjahr ist auch 1974 das Eurobondgeschäft weiter erheblich zurückgegangen. Erst in den letzten Wochen des Jahres kam es unter dem Einfluß sinkender Zinssätze wieder zu einer Belebung der Emissionstätigkeit. Die jüngsten Anleihen sind allerdings mit kurzen Laufzeiten oder speziellen Rückzahlungsklauseln ausgestattet. Das Gesamtvolumen der internationalen Anleiheemissionen (ohne private placements) belief sich 1974 auf $ 1,5 Mrd. und lag damit um mehr als die Hälfte unter dem Vorjahr. Dollar-Emissionen mußten mit Nominalsätzen von 8⅜% bis zu 11%, DM-Bonds mit Sätzen von 9¼% bis zu 10% aufgelegt werden.

Die Aussichten für die weitere Entwicklung der internationalen Finanzmärkte können angesichts der bisherigen Konsolidierungsfortschritte wieder zuversichtlicher beurteilt werden. Der Eurokreditmarkt wird die ihm gestellten Anforderungen bewältigen können, wenn er sich auf seine ursprüngliche Aufgabe, die Finanzierung kommerzieller Geschäfte, beschränkt. Entscheidend ist allerdings, inwieweit die Anleger, insbesondere die OPEC-Länder, künftig bereit sein werden, dem Markt Kapital in ausreichendem Maße auch über längere Fristen zur Verfügung zu stellen.

Geschäftsentwicklung unserer Bank

Obwohl die Marktbedingungen allgemein schwieriger waren, ist das Geschäftsvolumen in der Rechnungsperi-

ode 1973/74 wiederum stark angestiegen. Die Bilanzsumme erhöhte sich um 39,3% auf 86,1 Mrd. LF (5,8 Mrd. DM). Auch in diesem Berichtszeitraum war unser Institut vorwiegend im Geldhandel mit Banken sowie im internationalen Kreditgeschäft tätig.

Im Bereich des Geldhandels vergrößerte sich das Volumen nach der kräftigen Expansion des Vorjahres nicht mehr. Die Ausweitung erfolgte somit hauptsächlich im Kreditgeschäft. Die Bank hat bei internationalen Konsortialkrediten in zunehmendem Maße führend mitgewirkt und dadurch ihre Position im Euromarkt ausbauen können. Hierbei ist die Zunahme der Kredite an ausländische öffentliche Stellen erwähnenswert. Unsere Geschäftspolitik war unverändert vorsichtig, so daß bislang konkrete Risiken nicht erkennbar sind. Voraussetzung für eine Kreditgewährung sind die erstklassige Bonität des Kreditnehmers, marktgerechte Konditionen in bezug auf Marge und Laufzeit sowie die vertragliche Absicherung der speziellen Risiken des Euro-Marktes.

Besondere Berücksichtigung fand unverändert die fristenkongruente Refinanzierung unseres Aktivgeschäftes. Das Volumen unserer Roll-over-Engagements haben wir betraglich begrenzt.

Im vergangenen Geschäftsjahr wuchs das gesamte Kreditvolumen um 25,1 Mrd. LF (1,7 Mrd. DM) auf 52,4 Mrd. LF (3,5 Mrd. DM) = 91,6%. Hierzu trugen die kurz-/mittelfristigen Kredite und auch die langfristigen Ausleihungen mit etwa gleichhohen Zuwachsraten bei. Kredite an Kreditinstitute nahmen um 89,4% zu. Die Zusammensetzung des Kreditvolumens ist im einzelnen aus der unten gegebenen Darstellung zu ersehen.

Hauptsächliche Refinanzierungsquellen waren unverändert die Einlagen von Kreditinstituten, darunter auch Gelder ausländischer Notenbanken. Hervorzuheben ist die erfreuliche Entwicklung der Kunden-Einlagen, die um 177,0% stiegen. In diesem Zusammenhang ist zu erwähnen, daß der Vorstand der Deutsche Bank AG, Frankfurt, im Rahmen einer Pressekonferenz im September 1974 bekräftigt hat, daß sich unser Mutterhaus voll für unsere Bank verantwortlich fühle.

Die „Sonstigen Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten" enthalten ebenso wie die „Sonstigen Passiva und Rechnungsabgrenzungsposten" vorwiegend bis zum Bilanzstichtag gerechnete Zinsforderungen und -verbindlichkeiten.

Die Rückstellungen und Wertberichtigungen werden nach Zuführungen mit 353 Mill. LF (24 Mill. DM) ausgewiesen. Für latente Risiken besteht die vorgeschriebene Sammelwertberichtigung. – Bei der Bewertung der Wertpapiere wurde wiederum das Niederstwertprinzip angewandt.

Die Gewinn- und Verlustrechnung hat sich infolge der während des Geschäftsjahres bestehenden Hochzinsperiode sehr stark ausgeweitet. Devisengeschäfte mit ungesicherten Währungspositionen wurden von unserer Bank nicht getätigt; die Zahlen der G+V-Rechnung enthalten demgemäß weder Gewinne noch Verluste aus solchen Geschäften.

Die anhaltende geschäftliche Expansion veranlaßte uns, im November 1973 das Grundkapital um 300 Mill. LF (20 Mill. DM) auf 900 Mill. LF (60 Mill. DM) zu erhöhen. Zur weiteren Stärkung der Eigenmittel sollen aus dem Gewinn 342 Mill. LF (23 Mill. DM) in die Rücklagen eingestellt werden. Nach erfolgter Zuweisung betragen die Eigenmittel 1.479 Mill. LF (ca. 100 Mill. DM).

Unsere Mitarbeiter haben durch ihren tatkräftigen Einsatz maßgeblich dazu beigetragen, das vorliegende Ergebnis zu erzielen. Auch an dieser Stelle möchten wir ihnen dafür unseren Dank aussprechen.

Der Generalversammlung schlagen wir vor, die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung zum 30. 9. 1974 zu genehmigen und über die Gewinnverwendung wie folgt zu beschließen:

Zuweisung zur gesetzlichen Rücklage ..	18.000.000 LF
Zuweisung zur freien Rücklage	324.000.000 LF
Vergütung an Verwaltungsrat und Kommissar	1.875.000 LF
Vortrag auf neue Rechnung	569.932 LF
	344.444.932 LF

Kreditvolumen	30. 9. 1974 in Mill. LF (DM)	30. 9. 1973 in Mill. LF (DM)	Veränderung
Forderungen an Kunden / sonstige Finanzinstitute	41.316 (2.778)	21.099 (1.419)	+95,8%
Wechselkredite	262 (18)	529 (35)	./. 50,4%
Kredite an Kreditinstitute	10.836 (728)	5.722 (385)	+89,4%
Kreditvolumen insgesamt	52. 414 (3.524)	27.350 (1.839)	+91,6%

Luxemburg, den 13. Januar 1975

DER VERWALTUNGSRAT

Bericht des Prüfungskommissars an die Ordentliche Generalversammlung vom 5. Februar 1975

Im abgelaufenen Geschäftsjahr habe ich mein Aufsichts- und Prüfungsrecht über die gesamte Tätigkeit der Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG ausgeübt und den mir vom Verwaltungsrat der Gesellschaft überreichten Geschäftsabschluß zum 30. 9. 1974 gemäß Artikel 25 der Satzung geprüft.

Als Ergebnis meiner Prüfung stelle ich fest, daß dieser unter Beachtung der gesetzlichen Vorschriften ordnungsgemäß aus den Büchern der Gesellschaft entwickelt wurde.

Ich schlage daher vor, der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 30. 9. 1974 in der vorgelegten Form zuzustimmen.

Luxemburg, den 30. Januar 1975

DER PRÜFUNGSKOMMISSAR

Aktiva

	Francs	Francs	30.9.1973 in 1000 LF
Umlaufvermögen			
Flüssige Mittel:			
Kassenbestand	122.830		77
Forderungen an Kreditinstitute, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	13.504.260.607		11.691.185
		13.504.383.437	11.691.262
Forderungen an Kreditinstitute mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		27.767.990.131	25.704.870
Forderungen an sonstige Finanzinstitute		2.648.568.663	—
Wechsel		262.042.280	528.734
Forderungen an Kunden:			
gesichert	19.364.246.622		11.395.498
nicht gesichert	19.302.811.181		9.703.234
		38.667.057.803	21.098.732
Wertpapiere:			
Schuldverschreibungen ausländischer öffentlicher Stellen	411.202.149		704.024
andere festverzinsliche Wertpapiere	701.628.642		1.094.730
		1.112.830.791	1.798.754
Sonstige Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten		1.618.795.552	766.561
Durchlaufende Kredite		462.412.744	203.873
Anlagevermögen			
Beteiligungen		5.931.173	1.498
Betriebs- und Geschäftsausstattung		2.431.824	2.019
		86.052.444.398	61.796.303

Bilanz zum 30. September 1974

Passiva

	Francs	Francs	30.9.1973 in 1000 LF
Fremde Mittel			
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat		32.345.831.009	16.864.267
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		38.929.865.640	38.160.179
Verbindlichkeiten gegenüber sonstigen Finanzinstituten		339.702.125	974.856
Verbindlichkeiten aus dem Bankgeschäft gegenüber anderen Gläubigern:			
täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	2.126.039.050		314.855
mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat	8.145.929.020		3.393.077
		10.271.968.070	3.707.932
Sonstige Verbindlichkeiten		1.595.039	1.629
Einzahlungsverpflichtungen		3.522.104	—
Sonstige Passiva und Rechnungsabgrenzungsposten		1.862.761.167	888.533
Durchlaufende Kredite		462.412.744	203.873
Eigene Mittel			
Grundkapital	900.000.000		600.000
Gesetzliche Rücklage	13.000.000		6.000
Freie Rücklage	224.000.000		103.000
		1.137.000.000	709.000
Rückstellungen und Wertberichtigungen		353.341.568	157.998
Ergebnisrechnung			
Gewinnvortrag	35.686		758
Gewinn des Geschäftsjahres	344.409.246		127.278
		344.444.932	128.036
		86.052.444.398	61.796.303

Bilanzvermerke		
Zur Gewährleistung gegenüber Dritten verwendete Aktiva der Bank ..	302.500	302
Kreditzusagen (nicht ausgenutzt)	15.529.832.470	6.239.611
Gewährleistungen für Rechnung Dritter	152.161.173	—

Gewinn- und Verlustrechnung

	Francs	Francs	30.9.1973 in 1000 LF
Aufwendungen			
Zinsen und Provisionen		6.383.131.854	1.973.399
Allgemeine Kosten:			
Personalaufwendungen	21.623.961		14.335
Steuern und steuerähnliche Abgaben	311.825.970		111.328
Sachaufwand für das Bankgeschäft	9.416.025		6.501
		342.865.956	132.164
Rückstellungen und Wertberichtigungen		195.343.470	185.077
Abschreibungen		914.517	690
Sonstige Aufwendungen		261.234.120	503.318
Gewinn des Geschäftsjahres		344.409.246	127.278
		7.527.899.163	2.921.926
Erträge			
Zinsen und Provisionen		6.988.719.433	2.590.410
Sonstige Erträge		539.179.730	296.895
Auflösung von Rückstellungen und Wertberichtigungen		—	34.621
		7.527.899.163	2.921.926

Report of the Board of Directors to the Ordinary General Meeting on February 5, 1975 for the Business Year 1973/74

General survey

Activity on the international financial markets last year was characterised by high and different inflation rates as well as by widespread uncertainty about the future development of the value of money and exchange rates. The principal dampening factors were the enormous shift in the international flow of incomes and payments due to the drastic oil price increases and the resulting balance of payments disequilibria.

About half-way through the year, the Euro-money and Euro-credit markets experienced a crisis of confidence. Following a period in which the market was persistently overstrained and excessively competitive, its dangers and risks stood out clearly. Heavy losses suffered by credit institutions as a result of foreign exchange speculation and the collapse of several banks, including some engaged in international business, made such an impression on investors that they entrusted their funds to no more than a limited number of international banks. The volume of money market business contracted. Medium and small-sized banks had to face refinancing difficulties. After the banks active on the Euro-market had played the decisive channelling role, during the first few months of the year, in the recycling of oil funds and had provided large credits for the financing of balance of payments deficits, it became clear that in future the market could no longer accept such tasks. In view of the volume and maturity of the funds required and, above all, the level of indebtedness of some deficit countries, in future official international institutions, such as the International Monetary Fund, will have to get more involved than they have done so far.

The gradual improvement in climate which has been visible for several months on the Euro-market, received a decisive impulse at the beginning of September 1974, when the Central Banks of the Group of Ten and Switzerland declared that they would grant liquid aid, where necessary and for a limited period of time, to the banks operating on the Euro-market. Also a number of national preventive measures, primarily in Luxembourg and London, have contributed to the restoring of confidence.

In the medium-term Euro-credit business, the strong expansionary trend of the previous year continued initially. In the first six months of 1974, new medium-term credits amounted to just under $ 20 billion. In the second half of the year, however, credits totalled no more than about $ 8 billion. More recently there has been a welcome trend towards shorter maturities (5–7 years) and interest margins more in line with the risk; previously credit maturities had extended to more than ten years and margins had been substantially reduced as a result of intensive competition. And finally, the banks have recently begun to apply stricter criteria once again in the assessment of creditworthiness risks and currency risks.

In the period under review, interest rates on both the Euro-market and national markets at first followed the same strong upward trend, in the face of world-wide inflation. Thus, for example, the 3-month dollar rate touched almost 13% p. a. for a short time. Then, from Autumn 1974, a new trend was clearly visible in a number of important Euro-currencies, with a decisive role being played by, among other things, national measures, such as several prime rate and bank rate reductions, designed to ease restrictions on credit. For example, in the second half of the year, the 3-month DM rate fell back by roughly 2 percentage points to 8¼%. This downtrend in interest rates will probably continue.

In 1974, as in the previous year, Euro-bond business suffered a further severe set-back. Not until the last few weeks of the year was there once again a revival of issuing activity, under the influence of easing interest rates. However, the most recent loans have short maturities or special repayment clauses written in. The total volume of new international issues in 1974 (excluding private placements) was $ 1.5 billion and thus less than half the previous year's figure. Dollar issues had to be floated at nominal rates of between 8⅜% and 11%, DM-bonds at rates of between 9¼% and 10%.

Given the level of consolidation achieved so far, we can be more optimistic in our assessment of the future prospects for the international financial markets. By restricting itself to its original purpose, i. e. the financing of commercial transactions, the Euro-credit market will be able to satisfy the demands made on it. However, the decisive factor will be the extent to which investors, particularly the OPEC countries, are prepared, in future, to make capital available to the market in sufficient quantities and also for longer terms.

Development of our bank's business

Although market conditions were generally more difficult, the volume of business once again rose considerably in the accounting period 1973/74. The balance sheet

total increased by 39.3% to LF 86.1 billion (DM 5.8 billion). In this reporting period also our institution's major activities were interbank money dealings and the international lending business.

There was no further expansion in the total volume of money market business following the sizeable increase in the previous year. Thus the credit business was the major growth area. The bank played a leading role in an increasing number of international credit consortia and was thereby able to strengthen its position in the Euro-market. Special mention may be made here of the growth in credits to foreign public authorities. We continued to pursue a cautious business policy with the result that up to now no concrete risks have become apparent. The conditions which must be fulfilled before a credit is granted are: first class credit standing of the borrower, fair market terms of business with respect to margin and maturity and contractual hedging of the risks characteristic of the Euro-market.

As in past years special attention has been paid to the refinancing of our lending business by matching maturities. We fixed a limit on the total volume of our roll-over commitments.

During the last business year, the total credit volume increased by LF 25.1 billion (DM 1.7 billion) to LF 52.4 billion (DM 3.5 billion) = 91.6%. Both short/medium-term credits and also long-term lendings contributed to this growth by expanding at about the same rate. Loans to banks rose by 89.4%. A detailed breakdown of the total credit volume is given below.

Banks' deposits, including funds deposited by foreign central banks, were the main source of refinancing. Particularly gratifying was the development of non-bank customers' deposits, which rose by 177%. It must be mentioned in this connection that on the occasion of a Press Conference in September 1974, the Board of Managing Directors of the Deutsche Bank AG, Frankfurt, confirmed that our parent bank feels fully responsible for our institution.

The item "Miscellaneous" shown under assets and liabilities consists mainly of interest due and owing calculated up to the balance sheet date.

Provisions for contingencies and depreciation are shown at LF 353 million (DM 24 million) after allocations. Contingent risks are covered by the obligatory global adjustment. Securities have again been valued according to the lowest value principle.

There has been a very large increase in the Profit and Loss Account due to the period of high interest rates during the business year under review. Our bank did not engage in foreign exchange transactions involving uncovered forward positions; thus the Profit and Loss figures contain neither profits nor losses from such transactions.

The sustained expansion of business caused us to increase our nominal capital in November 1973 by LF 300 million (DM 20 million) to LF 900 million (DM 60 million). To strengthen our own funds even further, LF 342 million (DM 23 million) are to be appropriated from profits and transferred to reserves. When this transfer has been effected, our own funds will amount to LF 1,479 million (approx. DM 100 million).

Our staff, by virtue of their enterprise and diligence, made an important contribution to the results achieved. Here, also, we should like to thank them for their efforts.

We propose that the Ordinary General Meeting approve the Balance Sheet and the Profit and Loss Account per 30/9/1974 and that it resolve as follows on the appropriation of the profit:

Allocation to legal reserve fund	LF 18,000,000
Allocation to free reserve fund	LF 324,000,000
Emoluments of Board of Directors and Auditor	LF 1,875,000
Brought forward	LF 569,932
	LF 344,444,932

Credit volume	30/9/1974 in millions of LF (DM)	30/9/1973 in millions of LF (DM)	Change
Other advances / non-banking finance establishments	41,316 (2,778)	21,099 (1,419)	+95.8%
Bills discounted	262 (18)	529 (35)	./. 50.4%
Loans to banks	10,836 (728)	5,722 (385)	+89.4%
Total credit volume	52,414 (3,524)	27,350 (1,839)	+91.6%

Luxembourg, January 13, 1975

THE BOARD OF DIRECTORS

Auditor's Report to the Ordinary General Meeting on February 5, 1975

During the past financial year I have exercised my right to supervise and examine all the activities of the Compagnie Financière de la Deutsche Bank AG and have audited the annual statement of accounts presented to me as per September 30, 1974 by the Board of Directors of the company in accordance with Article 25 of the Articles of Association.

As the result of my audit I have found that the statement of accounts has been duly compiled from the company's books in compliance with the legal requirements.

I therefore propose that the Balance Sheet and Profit and Loss Account as per September 30, 1974 be approved in the form submitted.

Luxembourg, January 30, 1975

THE AUDITOR

Assets

	Francs	Francs	30/9/1973 in 1000 LF
Current Assets			
Liquid assets:			
cash	122,830		77
balances with banks, payable on demand or for periods up to 1 month	13,504,260,607		11,691,185
		13,504,383,437	11,691,262
Balances with banks for periods of more than 1 month		27,767,990,131	25,704,870
Advances to non-banking finance establishments		2,648,568,663	—
Bills discounted		262,042,280	528,734
Other advances:			
secured	19,364,246,622		11,395,498
unsecured	19,302,811,181		9,703,234
		38,667,057,803	21,098,732
Securities:			
foreign state and municipal securities	411,202,149		704,024
other interest-bearing securities	701,628,642		1,094,730
		1,112,830,791	1,798,754
Miscellaneous		1,618,795,552	766,561
Fiduciary accounts		462,412,744	203,873
Fixed Assets			
Investments in subsidiaries		5,931,173	1,498
Furniture and equipment		2,431,824	2,019
		86,052,444,398	61,796,303

Balance Sheet September 30, 1974

Liabilities

	Francs	Francs	30/9/1973 in 1000 LF
Current Liabilities			
Liabilities to banks, payable on demand or for periods up to 1 month		32,345,831,009	16,864,267
Liabilities to banks for periods of more than 1 month		38,929,865,640	38,160,179
Deposits of non-banking finance establishments		339,702,125	974,856
Deposits and current accounts:			
payable on demand or for periods up to 1 month	2,126,039,050		314,855
for periods of more than 1 month	8,145,929,020		3,393,077
		10,271,968,070	3,707,932
Sundry creditors		1,595,039	1,629
Outstanding commitments for unpaid subscriptions on subsidiaries		3,522,104	—
Miscellaneous		1,862,761,167	888,533
Fiduciary accounts		462,412,744	203,873
Capital and Reserves			
Capital	900,000,000		600,000
Legal reserve	13,000,000		6,000
Free reserve	224,000,000		103,000
		1,137,000,000	709,000
Provisions for contingencies and depreciation		353,341,568	157,998
Profit and Loss Account			
Balance brought forward	35,686		758
Profit for the financial year	344,409,246		127,278
		344,444,932	128,036
		86,052,444,398	61,796,303

Contingent Accounts		
Bank assets pledged as security	302,500	302
Commitments	15,529,832,470	6,239,611
Guarantees on behalf of third parties	152,161,173	—

Profit and Loss Account

	Francs	Francs	30/9/1973 in 1000 LF
Expenditure			
Interest and commissions		6,383,131,854	1,973,399
General expenses:			
salaries and wages	21,623,961		14,335
taxes and other contributions	311,825,970		111,328
other operating expenses	9,416,025		6,501
		342,865,956	132,164
Provisions for contingencies		195,343,470	185,077
Depreciations		914,517	690
Other expenses		261,234,120	503,318
Profit for the financial year		344,409,246	127,278
		7,527,899,163	2,921,926
Revenue			
Interest and commissions		6,988,719,433	2,590,410
Other income		539,179,730	296,895
Release of provisions for contingencies and depreciation		—	34,621
		7,527,899,163	2,921,926